

## Rendre la fiscalité plus juste

Pour la CSC, la CGSLB et la FGTB le seul tax shift valable consiste à rendre la fiscalité plus juste en faisant payer plus ceux qui ont le plus de moyens.

Rappelons que :

- la moitié des ménages belges détiennent à peine 10 % du patrimoine total ;
- les 10 % les plus riches possèdent 44 % du patrimoine.

La CGSLB, la CSC et la FGTB réclament une véritable réforme fiscale. Son objectif doit être de rétablir la justice fiscale. Or, avec trois partis ultra-libéraux au gouvernement, le résultat est incertain. Aussi, quel que soit ce résultat, la FGTB, la CGSLB et la CSC entendent l'évaluer à l'aune de trois critères:

1. **La réforme fiscale est-elle équitable**, c'est-à-dire redistributive, des riches vers les moins riches et déplace-t-elle la charge fiscale des revenus du travail vers ceux du capital ?
2. **La réforme fiscale est-elle efficace**, c'est-à-dire créatrice d'emplois, surtout pour les travailleurs qui courent aujourd'hui le risque d'être confrontés au chômage ? Augmente-t-elle le pouvoir d'achat des travailleurs, des allocataires sociaux ou des pensionnés ?
3. **La réforme fiscale sera-t-elle suffisante et durable?** Ne se limite-t-elle pas à de la cosmétique fiscale ? Est-elle crédible, c'est-à-dire autre chose qu'un vœu pieux ?



**FGTB**

**Ensemble, on est plus forts**

Editeurs responsables:

- FGTB, Rudy De Leeuw, rue Haute 42, 1000 Bruxelles
- CSC, D. Leyon, Chaussée de Haecht 579, 1030 Bruxelles
- CGSLB, Jan Vercamst, Boulevard Baudouin 8, 1000 Bruxelles

Ne pas jeter sur la voie publique, SVP!



## Pour une fiscalité plus juste

**Avec nos impôts, nous finançons** l'enseignement, les routes, la police, les services incendie, la santé...

Ces services sont **des services publics vitaux dont nous bénéficions tous. L'impôt permet aussi de redistribuer les revenus. Il garantit aussi à tout un chacun une bonne protection sociale pour les malades, les chômeurs, les pensionnés.**

**Payer des impôts est donc juste mais l'impôt n'est pas juste.** Tout le monde est d'accord pour dire que le travail est trop taxé en Belgique par rapport aux autres revenus. Si à l'impôt direct sur le revenu, on ajoute les cotisations sociales (travailleur et employeur) les prélèvements atteignent rapidement la moitié du salaire brut.

Quand on regarde les recettes de l'État, on s'aperçoit que 50% des recettes hors cotisations reposent sur l'impôt direct et sur la consommation, c'est-à-dire essentiellement sur le travail. 83% des recettes de l'État proviennent des impôts et des cotisations sur le travail contre 17% pour les revenus du capital et de la propriété. Pour alléger la fiscalité sur le travail sans réduire les recettes de l'État, il faut trouver des recettes ailleurs. C'est cela que le gouvernement appelle « tax shift » ce qui signifie glissement d'imposition de certains revenus vers d'autres revenus.

Pour la FGTB, la CGSLB et la CSC ces « autres », ce sont les revenus et les groupes qui ont été épargnés jusqu'ici. Car ce que nous voulons c'est une véritable réforme fiscale équitable. La FGTB, la CGSLB et la CSC exigent que les épaules les plus solides supportent les charges les plus lourdes. Cela implique qu'il faut imposer davantage les revenus du capital, les bénéfices des grandes sociétés, les grosses fortunes qui parviennent trop souvent à éluder l'impôt grâce à l'ingénierie fiscale.

## Pourquoi une vraie réforme fiscale ?

D'abord et surtout pour accroître le pouvoir d'achat des travailleurs, des pensionnés et des allocataires sociaux. Le saut d'index et les nombreuses autres mesures gouvernementales ont porté atteinte au pouvoir d'achat des citoyens. La situation financière de très nombreuses personnes se dégrade toujours plus.

Ce pouvoir d'achat retrouvé doit contribuer à relancer la consommation et permettre aux ménages d'investir dans des biens durables comme par exemple le logement devenu de plus en plus inaccessible. Pour créer suffisamment d'emplois pour résorber le chômage, il faut relancer la machine économique paralysée par les politiques d'austérité.

Avec une véritable réforme fiscale, nous pourrions aussi soutenir l'emploi dans des secteurs à forte intensité de main d'œuvre qui sont exposés à une forte concurrence internationale et au dumping social. Des mesures ciblées peuvent soutenir l'emploi dans ces secteurs.

## Où prendre l'argent ?

### Taxer plus la consommation ? Mauvaise idée !

La TVA et les accises touchent le consommateur final, c'est-à-dire principalement les travailleurs.

La plupart des gens dépensent tout leur revenu pour leurs besoins essentiels. Tandis que les nantis peuvent en épargner une grande partie. Augmenter les taxes indirectes pénalise le pouvoir d'achat des bas et moyens revenus, donc pénalise la demande, nuit à l'activité économique, à l'emploi et finalement aux finances publiques elles-mêmes.

### Augmenter l'éco-fiscalité ?

Une éco-fiscalité peut servir d'incitant à polluer moins ou pour une politique de mobilité durable, mais elle risque de toucher plus les bas revenus si elle n'est pas compensée socialement. **Elle doit tendre à faire disparaître les comportements nuisibles à l'environnement tout en offrant des alternatives, sans quoi elle ne représente que des taxes supplémentaires.** Et donc, il ne s'agit pas d'une véritable piste pour une fiscalité juste.

## Faire payer plus le capital !

En Belgique, les grosses fortunes et les revenus du patrimoine sont moins imposés que les revenus du travail. L'enrichissement sans effort n'est généralement pas taxé. Celui qui gagne 40.000 euros de salaire brut imposable (c'est-à-dire hors cotisations sociales et frais professionnels) grâce à son travail paie en moyenne 13.000 euros d'impôts par an, soit 32 %. Celui qui tire un bénéfice de 40.000 euros de la plus-value d'actions ne paie pratiquement aucun impôt.

La Belgique est un paradis fiscal pour les revenus du capital. Pas de taxe sur les plus-values boursières, pas d'impôt sur la fortune, déduction des intérêts notionnels qui permet aux multinationales de ramener leurs bénéfices chez nous pour obtenir le maximum de déductions fiscales sans être taxées ailleurs et sans pour autant créer beaucoup d'emplois chez nous. De plus notre pays pratique comme le Luxembourg le « ruling », c'est-à-dire des arrangements entre des sociétés et le fisc pour réduire la facture fiscale. Faire mieux contribuer le capital aux dépenses publiques n'est donc que justice.

Selon le Conseil supérieur des Finances, la principale marge de manœuvre pour un glissement de fiscalité se situe au niveau des revenus du patrimoine, tant immobilier que financier. La taxation des plus-values rapporterait à elle seule 4 milliards !

## Plus de justice fiscale

### Faire payer l'impôt normalement dû

Le gouvernement doit faire payer leurs impôts à ceux qui fraudent ou qui éludent l'impôt.

- Selon une étude de l'ULB, la fraude fait perdre à l'État chaque année une bonne vingtaine de milliards.
- Les sociétés multinationales profitent de tous les avantages fiscaux possibles et imaginables (ruling, intérêts notionnels) ou s'arrangent pour sortir leurs bénéfices de leur bilan en créant des sociétés écrans, ou offshore ou de fausses filiales, en faisant de faux emprunts à des filiales ou leur société mère, etc. Tout est bon pour réduire leur facture fiscale.
- Luxleaks, SwissLeaks, BelLeaks. **Chaque jour apporte sa moisson de scandales fiscaux.** Des sociétés et de riches particuliers dissimulent leur patrimoine dans des sociétés off-shore et des comptes secrets dans des paradis fiscaux. Le seul scandale HSBC a révélé que 6 milliards de revenus ont été dissimulés au fisc belge.
- Les amnisties fiscales successives (DLU) ont permis aux fraudeurs de limiter les dégâts et d'échapper aux amendes et aux poursuites.